



OBSERVATOIRE
géopolitique du
numérique et
des technologies
émergentes

LA RENTE DU CALCUL. L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ÉMIRIENNE ENTRE DIVERSIFICATION POST-PÉTROLE ET RÉALIGNEMENT STRATÉGIQUE

Léa Samara / Contributrice du Programme Moyen-Orient Afrique du Nord
et de l'Observatoire numérique et technologies émergentes de l'IRIS

Octobre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Léa Samara / Contributrice du Programme Moyen-Orient Afrique du Nord et de l'Observatoire numérique et technologies émergentes de l'IRIS

Léa Samara est chargée de mission éditoriale à l'IRIS, où elle contribue au Programme Moyen-Orient/Afrique du Nord et à l'Observatoire géopolitique du numérique et des technologies émergentes. Diplômée de Sciences Po Paris en affaires publiques et arabophone, elle est spécialiste du Moyen-Orient. Ses recherches portent sur le milieu informationnel régional, et ses déclinaisons algorithmiques. Elle travaille également sur le confessionnalisme, la diplomatie transactionnelle, en particulier les accords d'Abraham et la diplomatie culturelle des États du Golfe. Elle suit en outre le dossier nucléaire iranien. Elle a mené des terrains à Beyrouth et au Caire et participe aux travaux de *La Revue internationale et stratégique*.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Camille Boulenguer**, chercheuse à l'IRIS, l'Observatoire géopolitique du numérique et des technologies émergentes propose un espace d'analyse et de réflexion dédié à l'étude de ces technologies et de leurs impacts multidimensionnels.

Il se donne pour objectif de centraliser et de produire une expertise indépendante sur les technologies émergentes, comme l'intelligence artificielle, les blockchains ou l'ordinateur quantique. Pour cela, l'Observatoire s'attache à analyser les implications géopolitiques, mais également économiques, sociales et éthiques des révolutions technologiques et se fixe pour objectif de favoriser le dialogue entre praticiens et chercheurs afin de se préparer aux évolutions à venir et accompagner les décideurs publics et privés.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Depuis trois ans, les Émirats arabes unis occupent le premier rang des récits consacrés à l'essor de l'intelligence artificielle (IA) hors des deux grandes puissances technologiques que sont les États-Unis et la Chine. L'ampleur des sommes engagées, la mise en scène des annonces et la présence répétée d'Abou Dabi aux côtés des géants américains ont installé une lecture désormais convenue, celle d'un pétro-État qui achète, à force d'investissements souverains, son autonomie et sa place dans la révolution algorithmique. Toutefois, cette lecture est incomplète, à deux titres.

Elle confond d'abord des documents d'ordre distinct, souvent invoqués indistinctement. L'*Abu Dhabi Economic Vision 2030*, adoptée par l'émirat dès 2008, est un plan de diversification économique antérieur au tournant de l'IA. « We the UAE 2031 », vision fédérale lancée en novembre 2022, fixe un cap national général articulé autour de la prospérité, de l'influence et de l'économie de la connaissance. La substance proprement algorithmique se loge, elle, dans la *National Strategy for Artificial Intelligence 2031*, annoncée en octobre 2017, qui vise à faire des Émirats l'un des leaders mondiaux du secteur et fait de la fédération le premier État au monde à nommer un ministre chargé de l'intelligence artificielle¹. Cet empilement révèle une continuité ; l'IA y est pensée comme le dernier avatar d'un projet de diversification engagé de longue date.

Deuxièmement, ce que la trajectoire émirienne donne à voir n'est pas une simple diversification, mais la conversion d'une rente pétrolière en une rente du calcul, et cette conversion, présentée comme une conquête de souveraineté, opère en réalité un réalignement stratégique sur l'écosystème américain. La souveraineté algorithmique d'Abou Dabi se paie d'une dépendance négociée et assumée à l'égard des puces, du cloud et des protocoles de sécurité des États-Unis. Le calcul devient, pour l'émirat, ce que le pétrole fut au vingtième siècle, une ressource stratégique dont la maîtrise définit son rang international. Dans quelle mesure la souveraineté que revendique Abou Dabi relève-t-elle d'une émancipation ou d'une dépendance reconfigurée ? Éprouver cette dernière hypothèse suppose d'examiner successivement la logique du pari émirien, l'appareil qui le met en œuvre, puis le prix et la portée géopolitique de ce basculement.

¹ United Arab Emirates minister of state for artificial intelligence, *UAE National Strategy for Artificial Intelligence*, OECD.AI Policy Observatory (2018) , https://wp.oecd.ai/app/uploads/2021/12/United_Arab_Emirates_National_Strategy_for_Artificial_Intelligence_2017-2031.pdf

LE PARI : DE LA RENTE PÉTROLIÈRE À LA RENTE DU CALCUL

Le modèle rentier² désigne une économie où l'État vit de l'exportation d'une ressource brute qu'il redistribue pour asseoir sa légitimité, au risque d'atrophier le reste de son appareil productif. Les Émirats revendiquent une sortie de ce schéma ; selon les chiffres officiels, les activités non pétrolières auraient atteint 75,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024, contre 24,5 % pour les hydrocarbures³. Toutefois, le ratio, au périmètre discuté, ne dissout pas la dépendance, car les recettes pétrolières soutiennent encore les finances publiques et les fonds souverains qui financent le pari technologique. La conversion vers l'intelligence artificielle peut alors être considérée comme une stratégie pour échapper à la malédiction de la rente.

Le dispositif émirien se distingue d'abord par la centralisation de son pilotage. Les Émirats ont fait de l'intelligence artificielle une priorité d'État précoce. Dès 2017, ils nommaient Omar Sultan Al Olama ministre chargé de l'intelligence artificielle, premier portefeuille de ce type au monde, et confiaient la coordination des entités fédérales et locales à un Conseil des Émirats pour l'IA et les transactions numériques. La mise en œuvre relève désormais, depuis janvier 2024, de l'*Artificial Intelligence and Advanced Technology Council*, présidé par le Cheikh Tahnoon bin Zayed Al Nahyan, conseiller à la sécurité nationale et frère du président, à la tête d'un ensemble d'entités patrimoniales estimé à 1 500 milliards de dollars (USD), qui s'étend des fonds souverains à G42, principale entreprise d'IA du pays⁴. Ce capitalisme d'État, adossé aux fonds Mubadala, ADQ et ADIA et servi par une bureaucratie capable de mobiliser rapidement le foncier et l'énergie, se déploie dans l'horizon du programme *Centennial 2071*, qui ambitionne de faire des Émirats « la meilleure nation du monde » à l'occasion du centenaire de la fédération.

Les objectifs sont chiffrés et publics. Les stratégies gouvernementaux ambitionnent que 20 % du produit intérieur brut non pétrolier provienne de l'intelligence artificielle d'ici 2031, la stratégie nationale projetant une contribution de 335 milliards de dirhams des Émirats arabes unis, soit environ 91 milliards de dollars (USD)⁵. Une projection indépendante corrobore cette ambition : selon le cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC), l'IA pourrait contribuer à hauteur de 13,6 % du PIB émirien en 2030, soit près de 96 Md USD, la part relative la plus élevée de la région, devant l'Arabie saoudite (12,4 %, environ 135 milliards de dollars (USD)) et pour un

² Hazem Beblawi, « The Rentier State in the Arab World », dans *The Rentier State*, dir. Hazem Beblawi et Giacomo Luciani (Londres : Croom Helm, 1987) : 49-62.

³ Federal Competitiveness and Statistics Centre, par Justin Varghese, « UAE GDP Hits Dh1.776 Trillion in 2024, Driven by 5% Growth in Non-Oil Sectors », *Gulf News*, 15 juin 2025

⁴ Bloomberg News, « Abu Dhabi's MGX Helps Bankroll Trump's \$100 Billion AI Plan », *Bloomberg*, janvier 2025.

⁵ Center for Strategic and International Studies, « The United Arab Emirates' AI Ambitions », CSIS, 2026.

total régional estimé à 320 milliards de dollars (USD); les secteurs de l'énergie, de la logistique, du tourisme, de la santé et de la finance en concentreraient l'essentiel⁶. Cette continuité n'est pas rhétorique ; en effet, le projet de diversification amorcé par l'*Abu Dhabi Economic Vision 2030* trouve dans l'IA son instrument le plus abouti, censé réduire la part des hydrocarbures dans la richesse nationale tout en créant des secteurs à forte valeur ajoutée. Rapportée à un pays d'une dizaine de millions d'habitants dont les hydrocarbures assurent encore une part déterminante des recettes publiques, une telle cible signale moins une prévision qu'une volonté politique à portée existentielle.

L'urgence de la bascule tient à une conjoncture inédite. La guerre régionale de février 2026 et la crise du détroit d'Ormuz constituent le premier bouleversement géopolitique majeur de l'équilibre du marché pétrolier depuis le choc de 1973⁷. Pour un État dont la prospérité repose sur l'exportation d'hydrocarbures par un goulet maritime unique, ce signal renforce une logique de diversification déjà ancienne, en réaction aux menaces géopolitiques qui pèsent sur la sécurité des flux énergétiques et des passages maritimes stratégiques dont dépend son économie⁸.

Cette diversification, paradoxalement, ne rompt pas avec la rente hydrocarbure mais la prolonge. L'intelligence artificielle est extrêmement vorace en électricité. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation électrique mondiale des centres de données doublerait pour atteindre environ 945 TWh en 2030, contre 415 TWh en 2024, soit un volume comparable à la consommation actuelle du Japon⁹. En investissant dans le calcul, Abou Dabi se ménage un débouché intérieur durable pour son gaz et son pétrole. Ce raisonnement inverse la logique de la malédiction des ressources : l'abondance énergétique, longtemps synonyme de rente passive, devient un avantage comparatif actif, les Émirats pouvant garantir une électricité bon marché et pilotable là où les réseaux occidentaux peinent à absorber la nouvelle demande et où les projets se heurtent à des files d'attente de raccordement¹⁰. L'architecture énergétique dite tri-fuel de son plus grand campus, qui combine l'énergie nucléaire de la centrale de Barakah, le solaire à grande échelle et le gaz naturel en appoint afin de garantir une alimentation continue¹¹, en offre la traduction matérielle. Diversification post-pétrole et monétisation prolongée de la rente ne s'opposent

⁶ PwC Middle East, *The Economic Potential of Artificial Intelligence in the Middle East* (Dubai : PwC, 2018).

⁷ Emmanuel Hache, intervention lors de la conférence de lancement de l'*Année stratégique 2027*, le 16 septembre 2026 à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Paris.

⁸ Emmanuel Hache, *Géopolitique des énergies* (Paris : Eyrolles, 2022).

⁹ International Energy Agency, *Energy and AI report* (Paris : IEA, 2025).

¹⁰ Sam Winter-Levy, « The Compute Coalition: How to Build the Future of AI in the Free World », Carnegie Endowment for International Peace, juin 2026.

¹¹ « G42 Unit Khazna Targets Full Build-Out of 1GW Stargate UAE Project in Three Years », *The National*, 16 octobre 2025.

donc pas, l'ancienne ressource alimentant littéralement la nouvelle. Il s'agit, au fond, de convertir des térawattheures en *tokens*, l'unité de base du traitement par les modèles d'intelligence artificielle. La rente du calcul désigne précisément cette opération.

L'APPAREIL : CALCUL, MODÈLES ET ARMEMENT SOUS ANCRAGE AMÉRICAIN

Le cœur du dispositif est la puissance de calcul. Annoncé le 22 mai 2025 en présence des présidents émirien et américain, le projet *Stargate UAE* prévoit un cluster de calcul de un gigawatt au sein d'un campus UAE-US de cinq gigawatts à Abou Dabi, développé par la filiale Khazna de G42 et opéré par OpenAI et Oracle, avec le concours de Nvidia, Cisco et SoftBank¹². Étendu sur une dizaine de miles carrés, chiffré autour de 30 milliards de dollar (USD) et structuré en cinq phases, il verra sa première tranche de 200 mégawatts, équipée d'environ cent mille systèmes Nvidia Grace Blackwell GB300, livrée au troisième trimestre 2026¹³. Cette montée en puissance prolonge un effort antérieur, longtemps bridé par les restrictions américaines à l'exportation avant leur assouplissement en 2025¹⁴. Ses promoteurs avancent qu'une telle implantation pourrait desservir la moitié de la population mondiale située dans un rayon de plusieurs milliers de kilomètres, argument commercial autant que stratégique, faisant d'Abou Dabi un nœud de distribution de services d'IA vers le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie du Sud.

Le véhicule financier de cette ambition est MGX, fonds fondé par Mubadala et G42 et visant plus de 100 milliards de dollar (USD) d'actifs sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'IA. Son premier fonds a été clôturé à 49 milliards de dollars (USD) à l'été 2026, dépassant sa cible initiale et se hissant parmi les plus importants véhicules d'investissement dédiés au monde, avec des participations dans OpenAI, Anthropic et xAI¹⁵. MGX est également partie prenante de l'*AI Infrastructure Partnership*, consortium lancé en septembre 2024 avec BlackRock, Microsoft et Nvidia, qui vise à mobiliser jusqu'à 100 milliards de dollars (USD), dette comprise, pour financer centres de données et infrastructures énergétiques, majoritairement aux États-Unis¹⁶.

¹² SoftBank Group, « Global Tech Alliance Launches Stargate UAE », communiqué de presse, 22 mai 2025.

¹³ The National, *op.cit*

« Inside UAE's \$30 Billion Data Centre Investment to Fuel the AI Gold Rush », Data Center World Middle East, 2026.

¹⁴ « New US-UAE Agreement Sure to Accelerate G42's US Plans », Middle East AI News, mai 2025.

¹⁵ « MGX Confirms the Final Close of MGX Fund I at \$49 Billion in Total Commitments », MGX, communiqué de presse, 1er juillet 2026.

¹⁶ « The Abu Dhabi Investor That's Funding AI While Trying to Save TikTok », CNBC, 15 octobre 2025.

Sur cette infrastructure se déploie une deuxième couche, celle des modèles souverains, où s'exprime une ambition de souveraineté linguistique arabe. Le *Technology Innovation Institute* d'Abou Dabi développe la famille de grands modèles Falcon, diffusée en accès ouvert. G42 et l'université MBZUAI portent les modèles Jais, conçus pour l'arabe et ses dialectes, ainsi que le système de raisonnement K2 Think¹⁷. Diffusés sous licence permissive, les modèles Falcon comptent parmi les familles ouvertes les plus déployées au monde, des services publics régionaux aux banques et opérateurs de télécommunications, tandis que Jais s'impose comme la référence pour l'arabe standard et dialectal. Au premier semestre 2026, l'indice *Sovereign AI* du cabinet Counterpoint plaçait le modèle Falcon-H1 en tête, plusieurs modèles du Golfe devançant la Russie, l'Inde, la France et la Suisse sur le spectre de la souveraineté¹⁸. Cette stratégie de l'ouverture, doublée d'investissements ciblés (un milliard de dollars annoncé pour l'Afrique, partenariats de G42 au Vietnam), sert un positionnement en passerelle technologique vers le Sud global.

La troisième couche, applicative, est l'armement et le dual-use, en nette accélération. La tradition golfienne d'acquisition d'armes de pointe est solidement documentée ; selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les États du Golfe consacrent à la défense une part de leur PIB supérieure à la moyenne mondiale. Les Émirats figurent parmi les grands importateurs d'armes de la planète, les aéronaves de combat, les navires et les missiles concentrant l'essentiel des livraisons régionales. Les États-Unis fournissent près de 42 % des achats émiriens et la France demeure l'autre grand pourvoyeur¹⁹. À l'échelle du Moyen-Orient, la moitié des importations d'armes provient des États-Unis, et l'Arabie saoudite y demeure le premier budget militaire, à 80,3 milliards de dollars (USD) en 2024, septième mondial²⁰. La rupture tient toutefois à ce que l'émirat désormais du statut d'acheteur à celui de co-producteur de systèmes autonomes pilotés par l'IA. À l'image de Riyad, qui développe une industrie d'armement nationale au titre de sa *Vision 2030* sans réduire pour autant sa dépendance aux importations, Abou Dabi ne recherche pas l'autarcie, il veut capter sur son sol une part de la valeur ajoutée technologique. La coentreprise formée en novembre 2025 entre le groupe émirien EDGE et l'américain Anduril en offre déjà l'illustration : le drone Omen, à décollage vertical et transition vers le vol de croisière, animé par le logiciel Lattice, dont les Émirats ont commandé les cinquante premières unités et dont

¹⁷ Technology Innovation Institute, « The UAE's Big Bet on Openness Is Paying Off », *TII Insights*, 2025.

¹⁸ Counterpoint Research, « Middle East Leads Sovereign AI LLM Race in H1 2026 as UAE's Falcon H1 Tops Counterpoint's Sovereign AI Index », Counterpoint Research, 30 juillet 2026.

¹⁹ Stockholm International Peace Research Institute, « Recent Trends in International Arms Transfers in the Middle East and North Africa », SIPRI, 2025.

²⁰ « US Tops Global Arms Supply with Saudi Arabia the Main Recipient, SIPRI Data Finds », *The National*, 8 mars 2026
« Military Spending Soars in Middle East: Report », *Newsweek*, 2025.

la production locale est visée pour 2028, ainsi qu'un intercepteur anti-drones autonome, le VORTEX-E, dévoilé début 2026²¹.

Qu'il s'agisse du calcul, des semi-conducteurs, du cloud ou de l'armement, les partenaires de prédilection sont presque exclusivement américains : Nvidia, OpenAI, Oracle, Microsoft, Cisco, SoftBank et Anduril, auxquels s'ajoutent AMD, Cerebras et Qualcomm. Aucun de ces piliers, du silicium au modèle de langage, ne pourrait fonctionner sans l'apport continu de technologies conçues et contrôlées outre-Atlantique. Cet ancrage a donc un prix, et ce prix redéfinit la nature même du pari émirien.

LE PRIX ET LA PORTÉE : UNE SOUVERAINETÉ SOUS CONDITIONS

Le partenariat noué lors de la visite de Donald Trump à Abou Dabi, en mai 2025, fixe les termes de l'accès. Baptisé *US-UAE AI Acceleration Partnership*, il autorise l'importation de jusqu'à 500 000 puces Nvidia parmi les plus avancées par an, potentiellement jusqu'en 2030, dont 20 % réservés à G42, le reste étant exploité par des entreprises américaines²². En marge du rapprochement de 2025, les Émirats se sont engagés à investir 1 400 milliards de dollars (USD) aux États-Unis sur dix ans, sur une base de contributions à parité, chaque centre de données construit dans l'émirat devant avoir son pendant sur le sol américain²³. Ce cadre, qui inverse les restrictions à l'exportation héritées de l'administration précédente, place les Émirats sous supervision opérationnelle américaine. Le premier lot de licences délivré au printemps 2026 excluait d'ailleurs G42, réservé aux opérateurs des États-Unis²⁴.

Le prix d'entrée dans ce partenariat pour les Émiriens avait été acquitté dès l'année précédente. Placé sous la pression d'une commission de la Chambre des représentants enquêtant sur ses liens avec des entreprises chinoises, G42 a cédé ses participations chinoises, retiré les équipements Huawei, migré vers le cloud Azure et adopté les protocoles de sécurité américains, mouvement scellé par un investissement de 1 500 milliards de dollars (USD) de Microsoft en avril 2024²⁵. Sur la couche matérielle de l'IA, le *hedging* historique du Golfe, cette

²¹ Elisabeth Gosselin-Malo, « Anduril, UAE's Edge Unveil Transformer Drone for Hovering, Fast Flight », *Defense News*, 13 novembre 2025.

²² « US Close to Letting UAE Import Millions of Nvidia's AI Chips, Sources Say », *Reuters*, 15 mai 2025.

²³ Steve Holland et Federico Maccioni, « UAE Commits to \$1.4 Trillion US Investment, White House Says », *Reuters*, 21 mars 2025.

²⁴ « US Approves First Nvidia Chips to UAE to Deepen AI Partnership », *The National*, 9 octobre 2025.

²⁵ Guney Yildiz, « UAE 2026: What Abu Dhabi's \$1.7 Trillion Is Actually Buying », *Forbes*, 16 décembre 2025.

Trevor Hunnicutt et Alexandra Alper, « Microsoft-G42 Deal Positive Because It Cut Huawei Ties, White House Official Says », *Reuters*, 24 juin 2024.

équidistance calculée entre Washington et Pékin²⁶, a donc pris fin. La souveraineté proclamée s'exerce alors sous conditions, dans un cadre où les Émirats demeurent, selon les analystes de Washington, un *swing state* de la compétition sino-américaine dont il convient de ne pas surestimer l'autonomie²⁷. Cette architecture consacre par ailleurs une doctrine nouvelle, celle d'une diplomatie de la puissance de calcul. L'accès au matériel de pointe se négocie contre investissement et alignement, et Washington conserve la maîtrise des infrastructures régionales pour contenir l'influence chinoise²⁸.

La dépendance appelle une mise en perspective comparée. Au sein du Golfe, la rivalité des pôles oppose Abou Dabi à Riyad, dont le fonds souverain a lancé en 2025 l'entreprise HUMAIN et recueilli quelque 600 milliards de dollars (USD) d'engagements d'investissement annoncés lors de la même tournée présidentielle américaine²⁹. Plusieurs économistes jugent toutefois ces engagements, saoudien comme émirien, largement déclaratifs. En effet, le détail publié par la Maison-Blanche n'en documente qu'une fraction. À l'échelle mondiale, l'ambition émirienne de constituer un troisième pôle appelle donc la nuance : en 2025, environ trois quarts des grappes de calcul les plus avancées se trouvaient sur le sol américain, contre 14 % en Chine³⁰. Les Émirats forment le plus important déploiement hors des États-Unis, mais demeurent marginaux en volume absolu. L'Inde, démocratie à revenu intermédiaire dotée d'un vaste vivier de talents, et les Émirats, monarchie compacte riche en capital, illustrent deux voies distinctes d'une même quête de souveraineté sous contrainte d'accès aux technologies américaine et chinoise³¹.

C'est ici que la frappe iranienne du 1er mars 2026 vient éprouver le modèle et les projections émiriennes. Cette nuit-là, des drones Shahed iraniens ont frappé deux centres de données d'Amazon Web Services aux Émirats et un troisième à Bahreïn, première fois qu'un État visait délibérément des centres de données commerciaux en temps de guerre³². Les interruptions ont affecté services bancaires, paiements et applications de transport dans toute la région, touchant notamment Emirates NBD, First Abu Dhabi Bank et la plateforme Careem³³. Téhéran

²⁶ « The Art of Hedging: Qatar, Saudi Arabia, and the UAE Manoeuvres amid US-China Great Power Competition », Third World Quarterly, 2025.

²⁷ Sam Winter-Levy, « The United Arab Emirates' AI Ambitions », Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2025.

²⁸ Center for Strategic and International Studies, « If Compute Is the New Oil: War in the Gulf Significantly Raises the Stakes », CSIS, 2026.

²⁹ « Fact Sheet: President Donald J. Trump Secures Historic \$600 Billion Investment Commitment in Saudi Arabia », The White House, 13 mai 2025.

³⁰ Winter-Levy, « The Compute Coalition », *op.cit.*

³¹ « Early Lessons in the Pursuit of Sovereign AI: Insights from India and the UAE », Carnegie Endowment for International Peace, juin 2026.

³² « Why Iran Targeted Amazon Data Centers and What That Does, and Doesn't, Change about Warfare », *The Conversation*, 2026.

³³ « Banking, Payments Services Disrupted after Amazon UAE Data Centers Hit in Drone Strikes », *CNBC*, 3 mars 2026.

a ensuite désigné dix-huit entreprises technologiques américaines comme cibles militaires légitimes, dont Amazon, Microsoft, Nvidia, Oracle et Cisco, et menacé nommément le campus Stargate³⁴. En désignant les centres de données comme objectifs, Téhéran a fait entrer l'infrastructure de calcul dans le champ des cibles militaires, brouillant la frontière entre installations civiles et actifs stratégiques. La rente du calcul hérite ainsi de la vulnérabilité géographique de la rente pétrolière. Concentrer les capacités algorithmiques dans une zone bordée par le détroit d'Ormuz les expose comme cibles, et la présence des grands opérateurs américains y devient un facteur d'exposition autant que de protection.

Cette vulnérabilité se double d'une boucle matérielle (*circular financing*) que la crise d'Ormuz a mise en lumière. Les Émirats, comme leurs voisins du Golfe, exportent vers Taïwan une part de l'énergie dont dépend son réseau électrique. L'île y importait en 2024 près de 70 % de son brut et environ un tiers de son gaz naturel liquéfié³⁵. Or c'est ce réseau qui alimente les fonderies de TSMC, où sont gravées les puces Nvidia que les Émirats importent pour leurs data centers. Énergie du Golfe et calcul avancé transitent ainsi par le même goulet maritime, de sorte qu'un blocage d'Ormuz frappe simultanément les deux extrémités de la chaîne³⁶.

Reste la question des intérêts français et européens, que cette ambivalence commande. Les analystes voient dans l'expansion émirienne l'exportation d'un modèle piloté par l'État, adossé à des visions de long terme, à des fonds souverains et à un petit nombre de champions nationaux³⁷. Le capital émirien finance en outre directement la souveraineté numérique européenne. Dans le prolongement du sommet pour l'action sur l'IA tenu à Paris en février 2025, où le président Macron avait annoncé 109 milliards d'euros d'investissements³⁸, MGX, Nvidia, la banque publique Bpifrance et l'entreprise Mistral AI ont dévoilé, lors du sommet *Choose France* de Versailles le 19 mai 2025, un campus d'IA de 1,4 gigawatt en région parisienne, pour un investissement de l'ordre de 8.5 milliards d'euros et une mise en service visée en 2028, aux côtés de Bouygues, d'EDF et de l'École polytechnique, elle-même partenaire de l'université MBZUAI d'Abou Dabi³⁹. Ce projet s'adosse à un engagement émirien pouvant atteindre 50 milliards d'euros dans les centres de données français⁴⁰, et s'ajoute à

³⁴ Jeremy Kahn, « Iran's Attacks on Amazon Data Centers in UAE, Bahrain Signal a New Kind of War as AI Plays an Increasingly Strategic Role », *Fortune*, 9 mars 2026

« Iran Threatens 'Stargate' AI Data Centers », *TechCrunch*, 6 avril 2026.

³⁵ Yu-Hsuan Yeh, Bonny Lin et Jane Nakano, « The Iran Conflict Illuminates Taiwan's Unique Energy Security Challenge », Center for Strategic and International Studies, 14 mai 2026.

³⁶ Kevin Li, « The Iran War Tests Taiwan's Energy Resilience », Atlantic Council, EnergySource, 19 mars 2026.

³⁷ Atlantic Council, « The New Playbook for AI Leadership: The Case of the United Arab Emirates », Atlantic Council, 2026.

³⁸ « Nvidia, UAE's MGX Plan to Build Europe's Largest Data Center », *Gulf News (d'après Bloomberg)*, 20 mai 2025.

³⁹ Abu Dhabi Media Office, « MGX Partners with Bpifrance, Mistral AI, and NVIDIA to Build Europe's Largest AI Campus in France », 19 mai 2025.

⁴⁰ « Abu Dhabi's MGX, Nvidia to Build Europe's Largest AI Campus », *Semafor*, 21 mai 2025.

d'autres implantations soutenues par Abou Dabi en Europe⁴¹. Néanmoins, ce capital importe simultanément la dépendance américaine, puisque ces installations reposent sur les processeurs Nvidia et les architectures logicielles des États-Unis. La question posée à Paris est donc nette : le partenariat émirien procure-t-il un gain net de souveraineté, ou une dépendance importée sous couvert d'investissement souverain ?

CONCLUSION

La conversion de la rente pétrolière en rente du calcul ne signe pas l'accession des Émirats à l'autonomie technologique. Elle affirme l'émergence d'une puissance moyenne connectée, qui troque son équidistance stratégique contre un accès privilégié aux capacités algorithmiques américaines, brandit le vocabulaire de la souveraineté tout en approfondissant son intégration à un écosystème dont elle ne maîtrise ni le socle matériel ni les couches logicielles. Ce modèle repose sur trois paris dont la soutenabilité demeure ouverte : une contrainte énergétique croissante, que la rente hydrocarbure éponge autant qu'elle nourrit ; la tenue effective de l'engagement de 1 400 milliards de dollars (USD) envers Washington, considérable au regard des capacités réelles d'investissement du pays ; et une sécurité régionale que la guerre de 2026 a durablement compromise. La guerre de 2026 aura rendu le calcul aussi vulnérable que le pétrole aux perturbations d'Ormuz, révélant la nature profonde du pari émirien.

Une puissance qui délègue à un allié le contrôle de sa ressource stratégique peut-elle prétendre à la souveraineté qu'elle revendique ? Quand bien même la rente du calcul consoliderait l'autonomie algorithmique émirienne, elle ne ferait que reconduire, sous une forme numérique, la dépendance structurelle qui caractérisait déjà l'économie de la rente.

⁴¹ « MGX & Bpifrance Back 1.4GW Paris AI Campus Project », *Middle East AI News*, 2025.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.